



RAPPORT DES RESULTATS 2013

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DANS LA PROVINCE DU KASAÏ ORIENTAL - PRODAKOR

RD CONGO

CODE DGD : NN 3013682
CODE NAVISION : RDC 12 171 11

ACRONYMES.....	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES).....	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION.....	6
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	7
1.3.3 <i>Efficiéce</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
1.4 CONCLUSIONS.....	8
2 MONITORING DES RESULTATS.....	10
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE.....	10
2.1.1 <i>Contexte général</i>	10
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	10
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	10
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	10
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	11
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	12
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	14
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	14
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	14
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	15
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	15
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	15
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	16
2.5.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.5.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	16
2.5.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
2.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4.....	17
2.6.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	17
2.6.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	17
2.6.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.7 THEMES TRANSVERSAUX.....	18
2.7.1 <i>Genre</i>	18
2.7.2 <i>Environnement</i>	18
2.7.3 <i>Autre</i>	18
2.8 GESTION DES RISQUES.....	19
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	20
3.1 REORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	20
3.2 RECOMMANDATIONS.....	21
3.3 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	21

4	ANNEXES.....	22
4.1	CRITERES DE QUALITE.....	22
4.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	25
4.3	CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	26
4.4	APERÇU DES MORE RESULTS	30
4.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	30
4.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	30

Acronymes

ACCO	Association des Chauffeurs du Congo DR
ACOPEDEC	Association des Colporteurs Pédaleurs pour le Développement du Congo
AT(I/N)	Assistant Technique (International/National)
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
CARG	Conseil Agricole et Rural de Gestion
CCP	Comité Consultatif Provincial
CCQ	Comité de Contrôle de Qualité
CIELS	Comité Interentreprises de Lutte contre le VIH/SIDA
CLAT	Comité de Lutte Anti Tracasserie
CLER	Comité Local d'Entretien Routier
CLESB	Comité Local d'Entretien, Sécurité et Balisage
COORDICLER	Coordination des CLER (niveau territoire)
CRONGD	Conseil Régional des ONGD
CTB	Coopération Technique Belge
CVD	Comité Villageois de Développement
DFID	Department for International Development
DGD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DSCPR	Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DTF	Dossier Technique et Financier
DVDA	Direction des Voies de Desserte Agricole
EDUKOR	Programme d'appui à l'Éducation au Kasai-Oriental
EUR	Euro
FAO	Food and Agriculture Organisation
FEC	Fédération des Entreprises Congolaises
FEDECLER	Fédération des CLER (niveau district)
FONER	Fonds National d'Entretien Routier
FRER	Fonds Régional d'Entretien Routier
HIMO	Haute Intensité de Main-d'œuvre
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
MGEFAE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MTR	Mid Term Review (=Évaluation à mi-parcours)
MITPR	Ministère des Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction
MPTPI	Ministère Provincial des Travaux Publics et Infrastructures
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG(D)	Organisation Non Gouvernementale (de Développement)
OR	Office des Routes
OVD	Office des Voiries et Drainage
PAPNG	Politique Nationale Genre et de son Plan d'Action

PRODAKOR

PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PME	Petite ou Moyenne Entreprise
PNG	Politique Nationale Genre
PQCE	Plan Quinquennal de Croissance et de l'Emploi
PREPICO	Programme de Réhabilitation et d'Entretien des pistes au Congo
PRODAKK	Programme de Développement Agricole dans le Kwilu et Kwango
PRODAKOR	Programme de Développement Agricole dans le Kasai-Oriental
PRODEKK	Programme de Désenclavement dans le Kwilu et Kwango
PRODEKOR	Programme de Désenclavement dans le Kasai-Oriental
PSNLS	Plan Stratégique National de Lutte contre le VIH/SIDA
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PV	Procès-Verbal
RDC	République Démocratique du Congo
RIB	Réhabilitation et Entretien des Infrastructures Routières dans la province de Bandundu
RIL	Route d'Intérêt Local
RN	Route Nationale
RP	Route Provinciale
SIG	Système d'Information Géographique
SLA	Service Level Agreement
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
TDR	Termes de Référence
TMARQ	Temps, Moyens, Activités, Résultats, Qualité (méthodologie de suivi)
TRASI	Transporteur Arrête SIDA
ITPR	Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction
UCAG	Unité Conjointe d'Appui à la Gestion
UDP	Unité de Direction de Programme
UE	Union Européenne

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

Titre de l'intervention	Programme de Développement Agricole dans la province du Kasai Oriental (PRODAKOR)
N° d'intervention DGD	DGD 3013682
Code Navision CTB	CTB RDC 12 171 11
Institution partenaire	MINAGRI
Durée Convention Spécifique	84 mois
Durée de la mise en œuvre	60 mois
Date démarrage de l'intervention	Deuxième semestre 2013
Contribution du pays partenaire	En nature
Contribution belge	11.000.000 EUR
Secteur (codes CAD)	31120 Développement agricole
Brève description de l'intervention	Le Programme de Développement de l'Agriculture dans la province du Kasai oriental (en abrégé PRODAKOR) est financé par le PIC 2011-2013. Ce programme a pré-identifié, à titre de zones d'intervention prioritaires, une série de bassins de production situés dans huit territoires, eux-mêmes répartis dans trois districts de la province. Ce programme consiste à appuyer durablement les systèmes d'exploitations familiales dans les zones ciblées, afin d'augmenter les revenus des exploitants et exploitantes, d'améliorer la sécurité alimentaire dans la région et au-delà.
Objectif global	Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la province du Kasai Oriental sont réduits par la relance durable du secteur agricole
Objectif spécifique	Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans la province du Kasai Oriental, dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes
Résultats	Le programme veillera à atteindre les résultats suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. La production et la productivité des exploitations agricoles sont améliorées afin de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché avec l'appui à des systèmes d'exploitation familiale sédentarisés, diversifiés et durables 2. Les conditions pour la conservation, la transformation et la commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorées 3. La gouvernance du secteur agricole dans la province du Kasai Oriental est améliorée 4. Le leadership des femmes rurales est renforcé dans la province

	du Kasaï Oriental
Bénéficiaires directs	Les agriculteurs dans les bassins de production Les dirigeants et fonctionnaires en charge du secteur de l'agriculture, par le renforcement de leurs capacités
Bénéficiaires indirects	Les populations consommatrices des villes.

1.2 Exécution budgétaire

¹ Fournir les informations demandées dans le tableau ci-dessous. Fournir les dépenses de l'année couverte par le rapport (= n) et des années précédentes. Ajouter/supprimer des colonnes si cela est nécessaire.

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	11.000.000	0	127.211	10.872.789	1%
Output 1	4.260.940	0	0	4.260.940	0%
Output 2	1.088.000	0	0	1.088.000	0%
Output 3	1.235.500	0	0	1.235.500	0%
Output 4	387.500	0	0	387.500	0%
Gen. Means	3.842.875	0	127.211	3.715.664	3%

1.3 Autoévaluation de la performance

Utiliser les checklists de l'annexe 4.1 pour évaluer la performance de l'intervention. Copier la note totale dans l'encadré correspondant infra. Commenter succinctement la note attribuée aux différents critères. Le lecteur doit pouvoir comprendre le pourquoi de la note attribuée. Ces commentaires permettront au lecteur de comprendre les forces et faiblesses de l'intervention.

1.3.1 Pertinence

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe

	Performance
Pertinence	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.2 Efficacité

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe

	Performance
Efficacité	N/A

¹ Tout au long du texte, les instructions sur la manière de remplir ce rapport ont été rédigées en italique et surlignées en jaune (tant dans le corps du texte que dans les notes de bas de page). Une fois les cases remplies, toutes ces instructions doivent être supprimées.

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.3 Efficience

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe

Efficience	Performance
	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.3.4 Durabilité potentielle

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. On est encore dans la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe

Durabilité potentielle	Performance
	N/A

Rédiger des commentaires (longueur maximale : 250 mots)

1.4 Conclusions

Formuler les conclusions clés du présent Rapport des résultats. Il existe certains éléments clés dont tout lecteur devrait se souvenir. Utiliser des puces (« bullet points ») pour structurer ces principales conclusions (max. 5)

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe.

Les dates des arrivées des experts sont :


- Arrivée en RDC de l'ATI Coordinateur du programme PRODAKOR-PRODEKOR-EDUKOR le 21 septembre 2013 et a Mbuji Mayi le 29 septembre 2013
- Arrivée de l'ATI Agronome, coordinateur de volet en RDC le 4 novembre 2103 et a MBM le 7 novembre 2103
- Arrivée de l'ATI Agronome, coordinateur de volet en RDC le 4 novembre 2103 et a MBM le 7 novembre 2103

Le programme s'est installée dans les locaux de PREPICO 3 à Mbuji Mayi dès l'arrive de l'ATI Coordinateur du programme.

Les activités déjà entamées en 2013 étaient essentiellement :

- Ouverture officielle du programme PRODAKOR-PRODEKOR² par S.E. le Gouverneur de la Provence Orientale : 30 Septembre 2013
- Présentation des programmes aux partenaires (y compris la société civile) à MBM le 1 Novembre 2013 ;
- Des prises de contact avec les institutions et administrations dans la province KOR, y compris les ministères du Développement Rural et de l'agriculture, la représentation et les UCAGs à Kinshasa, la gouvernance et les ministères provincial et le projet PRODEKK-PRODAKK à Kikwit ;
- La coordination de la continuation des activités minimum d'ASS en KOR avec SENASEM ;
- La coordination de la continuation des activités minimum d'APV en KOR avec l'INERA ;
- La participation à l'évaluation des programmes ASS et APV en RDC ;
- L'organisation d'ateliers avec les membres COPROSEM ;
- Le recrutement de quelques personnels logistiques (logisticien, chauffeurs) ;
- Le recrutement d'un agent pour la collecte des données ;
- La définition des activités immédiates des programmes.
- Recherche de locaux pour l'installation définitive du programme.

² Le DTF du programme EDUKOR n'est pas encore approuvée

Fonctionnaire exécution nationale ³	Fonctionnaire exécution CTB ⁴ Steven Hollevoet
	

³ Nom et signature

⁴ Nom et signature

2 Monitoring des résultats⁵

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le Programme de Développement de l'Agriculture dans la province du Kasai oriental (en abrégé PRODAKOR) est financé par le PIC 2011-2013 avec une contribution de la Coopération Belge de 11 millions d'Euros et une durée de mise en œuvre de cinq ans à compter du 26 septembre 2013.

Ce programme a pré-identifié, à titre de zones d'intervention prioritaires, une série de bassins de production situés dans huit territoires, eux-mêmes répartis dans les trois districts que compte la province.

Le PRODAKOR s'inscrit dans une complémentarité stratégique avec les deux autres programmes provinciaux exécutés également par la CTB : le PRODEKOR qui travaillera au désenclavement des zones rurales et EDUKOR qui s'occupera lui de la formation professionnelle.

Cette complémentarité se matérialise par une structure de coordination provinciale commune qui assure un rôle d'interface avec les autorités et une mise en cohérence accrue au niveau de la mise en œuvre, dans le respect toutefois des priorités et des spécificités sectorielles respectives.

L'unité de coordination des programmes est basée à Mbuji Mayi et le PRODAKOR comptera en plus, quatre antennes décentralisées situées à Mwene Ditu, Ngandajika, Kabinda et Lodja, ces deux dernières appelées à couvrir uniquement le volet semencier du programme.

2.1.2 Contexte institutionnel

Le Programme de Développement de l'Agriculture dans la province du Kasai oriental (en abrégé PRODAKOR) est financé par le PIC 2011-2013 avec une contribution de la Coopération Belge de 11 millions d'Euros et une durée de mise en œuvre de cinq ans. Ce programme a pré-identifié, à titre de zones d'intervention prioritaires, une série de bassins de production situés dans huit territoires, eux-mêmes répartis dans les trois districts que compte la province.

Le PRODAKOR s'inscrit dans une complémentarité stratégique avec les deux autres programmes provinciaux exécutés également par la CTB : le PRODEKOR qui travaillera au désenclavement des zones rurales, et qui servent les bassins de production de PRODAKOR, et EDUKOR qui s'occupera lui de la formation professionnelle dans la province éducationnelle du Kasai Oriental I et le territoire de Ngandajika.

Le PRODAKOR et les 2 autres programmes doivent identifier les interactions entre chacun des secteurs et les axes de collaboration ainsi que les complémentarités pour un développement intégré dans la province.

Cette complémentarité se matérialise par une structure de coordination provinciale commune qui assure un rôle d'interface avec les autorités et une mise en cohérence accrue au niveau de la mise en œuvre, dans le respect toutefois des priorités et des spécificités sectorielles respectives.

L'unité de coordination des programmes est basée à Mbuji Mayi et le PRODAKOR comptera en plus, quatre antennes décentralisées situées à Mwene Ditu, Ngandajika, Kabinda et Lodja, ces deux dernières appelées à couvrir uniquement le volet semencier du programme. Les programmes doivent identifier les interactions entre chacun des secteurs et les axes de collaboration ainsi que les complémentarités pour un développement intégré dans la province.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le contexte politique et socio-économique reste assez fragile dans la province concernée en 2013 (ceci est aussi vrai dans les autres provinces).

La population en RDC en général et en KOR en particulier dispose d'un pouvoir d'achat extrêmement faible. Une grande partie d'elle vit en dessous du seuil de la pauvreté. A ceci s'ajoute, l'isolement des zones de production, une dégradation des infrastructures, des intrants inexistantes ou inappropriés, une faible organisation du monde agricole et une législation faible pour la mise en

⁵ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

œuvre d'un développement de ce secteur.

La deuxième génération du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCPR 2 qui couvre la période 2011-2015), se fixe comme objectif global à l'horizon 2015, une amélioration sensible des conditions de vie de la population. Le DSCPR II prévoit que les capacités institutionnelles des structures provinciales seront renforcées. Mais le programme s'exécute tout de même toujours dans un contexte de gouvernance fragile et un cadre institutionnel difficile avec une gestion faible, tandis que le processus de décentralisation du Gouvernement ne progresse que lentement.

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur de l'agriculture et du développement rural. Il prend en compte les besoins, les acquis, les gaps à rechercher pour l'investissement et le fonctionnement du secteur sur un horizon de huit ans (2013 – 2020). Il a pour objectif global de stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus.

La politique agricole actuelle affirme la vision de créer des richesses en milieu rural par une agriculture vivrière compétitive de type familial et industriel. Pour les zones ciblées, la stratégie repose sur le développement des filières agricoles, des infrastructures de base (désenclavement et infrastructures socio-économiques) et de mise en marchés, et de la structuration des communautés de base. Les trois programmes s'inscrivent dans cette politique agricole.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs⁶

Indicateurs ⁷	Valeur de la <i>Baseline</i> ⁸	Progrès année N-1 ⁹	Progrès année N ¹⁰	Cible année N ¹¹	Cible finale ¹²
Augmentation des revenus (directs et indirects) des exploitations familiales;	Encore à déterminer lors de l'étude de base				
Augmentation du nombre d'OPA qui appliquent des pratiques agricoles améliorées et durables;					
Augmentation de la marge nette des produits commercialisés par les OPA (vivriers et non vivriers);					
Augmentation du nombre de femmes entrepreneurs et leurs investissements;					
Augmentation du nombre de femmes dans les structures de concertation;					
Rapports IPAPPEL					

⁶ Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles – interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).

⁷ Reprendre les indicateurs tels qu'ils figurent dans le cadre logique.

⁸ La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

⁹ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N-1.

¹⁰ La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

¹¹ La valeur cible à la fin de l'année N.

¹² La valeur cible à la fin de l'intervention.

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : quels sont les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome ? Les outputs aboutiront-ils (toujours) au processus de changement envisagé (ce processus de changement aurait-il lieu) ? Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) ? Résultats inattendus ?

Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment se déroule le processus de changement voulu par l'intervention.

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. L'étude de base n'a pas encore été finalisée.

2.2.3 Impact potentiel

Décrire la probabilité que l'outcome (puisse) contribue(r) à l'impact, tel que (pré)supposé (lors de la formulation ou escompté dans les données de la Baseline). Il y a dès lors lieu d'évaluer si cette partie de la logique d'intervention est toujours valable. Si des indicateurs ont été définis dans le DTF ou la Baseline, veuillez ajouter ces valeurs afin d'illustrer l'impact potentiel.

Le programme a identifié et choisi une double stratégie d'intervention pour son démarrage :

- Une réflexion profonde sur la situation de terrain par rapport aux objectifs du DTF et l'établissement de la ligne de base en accord avec ces réalités et l'impact potentiel du programme.
- Une intervention immédiate sur le terrain, afin d'augmenter la visibilité du programme et d'exécuter plusieurs pilotes pour préparer notre baseline et de déjà tester une stratégie potentielle pour le programme à la réalité du terrain dans la province KOR;

En fonction de cette double stratégie, les activités de programme suivantes ont été entamées en dehors des activités d'installation et de composition des équipes, dans cette période de démarrage du programme ;

1. Les Activités déjà à amener lors de la première année, afin d'avoir des résultats tangibles aux villages et de répondre aux soucis de la population sont :

Activité	Remarques
1. Appui à la planification agricole des territoires retenus dans le DTF	<ul style="list-style-type: none"> • Lien avec planification CARG et l'étude de base ligne PRODAKOR.
2. Appel aux propositions de co-financement – production et transformation (il y a déjà des demandes pour décortiqueuse de riz, égreneuse, râpage du manioc & potentiel pour améliorer la transformation d'huile de palme). D'abord dans 1-2 territoire.	<ul style="list-style-type: none"> • Effets additionnels: l'inventaire des innovations potentielles, publicité pour le projet. • Risque : propositions de faible qualité et sans innovation, les demandes de traitement trop de charge de travail > Besoin d'approche progressive et directives strictes, démarrage dans un nombre très limité de territoires. • Risque : soumissions des ONGs et OPs qui se sont spécialisées dans la demande des fonds auprès des bailleurs et manque de soumissions des vrais entrepreneurs. • Risque : compétition déloyale pour les entrepreneurs déjà opérationnels.
3. Mise en place des pépinières de palmier à huile améliore (et des variétés d'arbres fruitiers & forestiers) dans les zones a bonne potentialité.	<ul style="list-style-type: none"> • Inera a des variétés de Yangambi, mais les coûts de transport aux villages sont élevés et la sensibilisation limitée. D'autres variétés sont disponibles de Costa Rica et Malaysia. Le contrôle de la qualité génétique améliorée est essentiel pour le succès de cette activité. • Les pépinières seront gérées comme des petites entreprises par des paysans progressifs ou par des groupements paysans. • Les cultures multi-annuelles sont à encourager car on voit

<p>4. Les essais d'herbicide glyphosate pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éradiquer l'imperata • réduire le cout des sarclages / labour • compléter le labour des tracteurs <p>D'abord à petite échelle & collaboration agro-multiplicateurs</p>	<p>l'impact à long terme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Impact potentiellement énorme étant donné l'étendue des champs envahis par l'imperata et le cout du labour par tracteur. • Les essais avec Roundup seront un premier pas pour analyser la faisabilité de la culture sans labour « zéro tillage » qui est pratiquée à grande échelle aux Etats Unis et l'Amérique Latine. • Prix de glyphosate (10 US\$/litre) est 3 fois le cout des pays voisins et constitue une contrainte pour la faisabilité économique. Si le cout persiste, d'autres importateurs seront consultés d'une manière active.
<p>5. La production de semences de qualité en cours :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Instituer une approche mieux intégrée dans les dynamiques du marché et progressivement réduire les subsides CTB. • Intensifier le lancement des petites parcelles de démonstration et essais comparatifs. • Utilisez les groupes agro-multiplicateurs pour la démonstration d'autres pratiques agricoles améliorées.
<p>6. Valorisation meilleure des jachères - essais comparatifs d'afforestation avec des espèces forestières à croissance rapide sur des parcelles érodées et envahi par imperata.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lien avec l'environnement et anticiper l'épuisement de la matière primaire pour la construction et la menuiserie. • Les cultures multi-annuelles sont à encourager car on voit l'impact à long terme. • Espèces : gmelina, terminalia, teak, Pinus caribea, ... • Risque de feux de brousse.

Après discussion avec les partenaires dans des rencontres individuelle et dans deux ateliers, cette liste d'interventions a été retenue.

2. L'étude de la ligne de base sera base sur les études sectorielles existantes en RDC, les expériences et avis exprimés par les UCAGs ; l'expérience et les résultats des études de bases menés dans le Programme de Développement Agricole dans les districts du Kwilu et du Kwango (Bandundu) – PRODAKK (déjà en exécution depuis plus d'un an), les expériences de l'équipe et des expert extérieurs contactées par eux ainsi que les résultats obtenus par les interventions immédiates sur le terrain inclus dans le tableau ci-dessus.

2.3 Performance de l'output 1¹³

2.3.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁴	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1 Mise en place de l'équipe			C	

PS : La mise en place de l'équipe nationale est lente à cause d'un manque manifeste de candidats qualifiés

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

¹³ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

¹⁴ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.4.2 État d'avancement des principales activités

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

2.5 Performance de l'output 3¹⁵

2.5.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée

2.5.2 État d'avancement des principales activités

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

¹⁵ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

2.6 Performance de l'output 4

2.6.1 Progrès des indicateurs

Ce Programme ne vient que de démarrer depuis Octobre 2013. L'année 2013 est encore la phase d'installation des bureaux et de l'établissement de l'équipe. Cette rubrique ne peut être remplie que lorsque l'étude de base a été finalisée.

2.6.2 État d'avancement des principales activités

2.6.3 Analyse des progrès réalisés

Analyser les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de cet output. Cette analyse doit décrire les éléments suivants : progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output, les activités aboutiront-elles (toujours) à l'output envisagé, difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative), résultats inattendus (positifs ou négatifs). Ces éléments doivent permettre au lecteur de comprendre si et comment les outputs seront atteints.

2.7 Thèmes transversaux

Expliquer comment l'intervention a tenu compte des thèmes transversaux (TT). Donner un aperçu des réalisations. Intégrer certains exemples concrets (bonnes/mauvaises pratiques). Quels ont été les groupes cibles impliqués ? Y a-t-il eu des obstacles sur le plan de la préparation et la mise en œuvre de ces activités ? Comment l'intervention les a-t-elle surmontés ?

2.7.1 Genre

2.7.2 Environnement

2.7.3 Autre

2.8 Gestion des risques

Mettez à jour votre matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée. Si une note C ou D est attribuée à un risque, détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l'acteur responsable. Pour plus de détails sur les risques et leur analyse : voir le Guide MoRe Results.¹⁶

¹⁶ À l'instar de la matrice de monitoring (indicateurs), vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.

3 Pilotage et apprentissage

3.1 Réorientations stratégiques

!

3.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Description des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (des) approbation de la recommandation</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Il n'y a pas encore de recommandations		

3.3 Enseignements tirés

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D

1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?

A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.

1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?

A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.

C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
A	B	C	D	
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale				
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
4.1 Durabilité financière/économique ?				
A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?				
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.			
C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.			
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.			

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

*Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage et assurer le suivi de ces décisions.*¹⁷

Décision à prendre			Action			Suivi			
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Il n'y a pas encore eu de SMCL									

¹⁷ Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.

4.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
<p>OG : Le déficit alimentaire et la pauvreté dans la Province du Kasai Oriental</p> <p>Objectif spécifique Les revenus des exploitations familiales provenant de leurs activités agricoles sont augmentés de façon durable dans la Province du Kasai Oriental dans un processus respectueux de l'environnement, en inscrivant les interventions dans les dynamiques du marché et en tenant compte des contraintes et des besoins différenciés des femmes et des hommes</p>	<p>Province du Kasai Oriental sont réduits par la relance durable du secteur agricole</p> <p>Augmentation des revenus (directs et indirects) des exploitations familiales; Augmentation du nombre d'OPA qui appliquent des pratiques agricoles améliorées et durables; Augmentation de la marge nette des produits commercialisés par les OPA (vivriers et non vivriers); Augmentation du nombre de femmes entrepreneurs et leurs investissements; Augmentation du nombre de femmes dans les structures de concertation; Rapports IPAPEL</p>	<p>Rapports PRODAKOR; Enquêtes par échantillonnage</p>	<p>La stabilité politique et sécuritaire ne se dégrade pas; Les zones d'intervention sont désenclavées; La société est ouverte au changement en faveur d'une plus grande égalité des femmes et des hommes; Les producteurs (F/H) subissent moins de tracasseries; Pas de sécheresse ou inondations exceptionnelles</p>
<p>Résultat 1 : La production et la productivité des exploitations agricoles sont améliorées afin de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché avec l'appui à des systèmes d'exploitation familiale sédentarisés, diversifiés et durables</p>	<p>Taux d'augmentation des rendements des principales cultures; Taux d'augmentation de la productivité des principales cultures</p>	<p>Rapports OPA et prestataires; Enquêtes auprès des OPA et producteurs; Rapports PRODAKOR</p>	<p>Les pratiques agricoles introduites sont adaptées au contexte local; La disponibilité de matériel végétal performant est améliorée; Le dispositif de distribution de semences est fonctionnel et assure l'accessibilité au plus grand nombre; Bon fonctionnement des services et prestataires techniques d'encadrement</p>
<p>Sous-Résultat 1.1 : Le secteur semencier est renforcé et assure une meilleure accessibilité des produits à l'utilisateur final</p>	<p>Quantité de semences et/ou boutures produites et distribuées pour les filières vivrières retenues; Taux d'adoption d'utilisation des semences et/ou boutures améliorées des filières vivrières retenues; Plans de production au niveau de l'INERA établis avec objectifs de production concertés avec le COPROSEM (volet demande); Feuilles de route SENASEM et COPROSEM</p>	<p>Données de suivi du Programme; Document comptable des OPA; Données de suivi interne SENASEM; Rapport des CARG et COPROSEM.</p>	<p>le COPROSEM est orienté vers une structure professionnelle d'appui et de suivi du secteur semencier; le SENASEM est appuyé pour l'encadrement et l'organisation du contrôle et la certification des semences de base et certifiées; l'INERA Ngandajika évolue vers davantage de professionnalisme et</p>

	<p>établies, mise en œuvre et suivies;</p> <p>Dispositif SQD fonctionnel avec cahier de charges et objectifs quanti/qualitatifs par filière retenues;</p> <p>Plans d'affaires au niveau des agriculteurs fonctionnels;</p> <p>Données de suivi de la station de Ngandajika</p> <p>Volume de financement mis en œuvre pour diffusion matériel et petits équipements;</p> <p>Nombre de thèmes techniques novateurs introduits dans villages sélectionnés;</p> <p>Nombre d'hectares appliquant des technologies de gestion de la fertilité des sols</p> <p>Nombre d'agriculteurs qui utilisent les services d'appui-conseil disponibles;</p> <p>Nombre d'agronomes des secteurs formés en lien avec leurs tâches dans la vulgarisation;</p> <p>Nombre d'OPA opérationnelles sur fonctions d'appui-conseil à leurs membres</p>		<p>de transparence dans ses fonctions de production et de S&E;</p> <p>Implication des OPA et de leurs structures ainsi que des opérateurs privés</p>
<p>Sous-Résultat 1.2 : L'innovation et la diversification au sein des exploitations familiales sont appuyées par la R&D</p>		<p>Rapports de suivi</p> <p>IPAPEL + PRODAKOR</p>	<p>Du personnel compétent est disponible pour assurer l'encadrement des bénéficiaires</p> <p>Les partenaires techniques pressentis sont mobilisables dans le cadre des procédures existantes</p> <p>Du personnel est disponible pour un encadrement de qualité</p>
<p>Sous-Résultat 1.3 : La fonction d'appui conseil aux producteurs est améliorée</p>		<p>Enquête auprès des producteurs;</p> <p>Rapports des services techniques décentralisés et décentralisés</p>	<p>Du personnel est disponible pour un encadrement de qualité</p>
<p>Résultat 2 : Les conditions pour la conservation, la transformation et la commercialisation des produits des exploitations familiales sont améliorées</p>	<p>Volumes de produits transformés et stocké par les OPA et les privés;</p> <p>Volumes de produits commercialisés par les OPA et les privés;</p> <p>Marge de vente des principales productions (au niveau des producteurs et intermédiaires);</p> <p>Taux des pertes post-récolte sur filières vivrières retenues</p>	<p>Rapports OPA;</p> <p>Observations flux de marchandises sur principaux marchés et axes routiers;</p> <p>Les bassins de production sont désenclavés (action PRODEKOR et autres acteurs)</p>	<p>Les tracasseries diminuent et ne découragent pas les producteurs à commercialiser</p>
<p>Sous-Résultat 2.1: Les OPA et les groupements disposent des équipements de transformation et de stockage et les gèrent durablement</p>	<p>Nombre d'OPA / groupements / privés qui disposent de matériel de transformation et de stockage et qui appliquent les règles d'une bonne gestion du matériel (genre spécifique)</p>	<p>Nombre de femmes formées à l'entrepreneuriat</p> <p>Rapports OPA et prestataires + suivi PRODAKOR</p>	<p>Volonté des OPA et groupements d'une gestion transparente</p>
<p>Sous-Résultat 2.2: Les capacités de commercialisation des OPA et de leurs filières sont renforcées</p>	<p>Marge du producteur dans le prix de demi-gros des produits vivriers;</p> <p>Fonctionnalité du système au niveau de la DAPP;</p> <p>Prix et volumes de semences commercialisées par type (certifiées et SQD);</p> <p>Nombre d'associations qui regroupent et valorisent la production</p>	<p>Rapports OPA et prestataires + suivi PRODAKOR Rapport COPROSEM</p>	<p>Dispositif de collecte des prix et des flux fonctionnel et actualisé périodiquement</p>

PRODAKOR

<p>Résultat 3 : La gouvernance du secteur agricole dans la Province du Kasai Oriental est améliorée</p>	<p>Niveau de capacités des fonctionnaires; Niveau de satisfaction des usagers du secteur agricole (public, PTF et privé) aux différents niveaux; Appréciation du fonctionnement de l'IPAPEL dans la coordination sectorielle; Nombre d'expériences/bonnes pratiques sectorielles capitalisées; Auto-évaluation; Enquête auprès des PTF et organisations non-étatiques</p>	<p>Rapports PRODAKOR volet gouvernance; Rapports de capitalisation</p>	<p>Volonté de changer les pratiques actuelles; Les cadres de concertation sectoriels existants sont réellement opérationnels; Le décret provincial sur le CCP est mis en œuvre</p>
<p>Sous-Résultat 3.1 La coordination sectorielle et le suivi des interventions dans le secteur agricole sont améliorés</p>	<p>Qualité et types d'info agricole disponible au niveau de la province; Niveau de coordination et de concertation entre les PTF et le gouvernement dans la province</p>	<p>Base de données auprès d'IPAPEL; PV de réunions de concertation + rapport annuel</p>	<p>Les PTF s'engagent à partager les informations et expériences</p>
<p>Sous-Résultat 3.2 : La concertation entre les acteurs publics et privés et la structuration des acteurs privés sont améliorées au niveau des territoires et des secteurs prioritaires</p>	<p>Cadre légal adapté au niveau de la province (décret et édits); Nombre de CARG actifs sur les droits fonciers (sensibilisation, formation et nombre de cas de conciliation traités); Nombre de CARG fonctionnels; Nombre d'OPA « structurées » selon type et qualité de services rendus aux membres</p>	<p>PV de réunions de concertation + rapport annuel; Rapports annuels des CC; Auto-évaluation annuelle des CC</p>	<p>Les acteurs voient un vrai intérêt dans la participation aux CCT pour améliorer l'agriculture</p>
<p>Résultat 4 : Le leadership des femmes rurales est renforcé. Pourcentage de CCP/CARG et autres comités de concertation ayant des femmes (min2) dans leurs instances dirigeantes (leadership)</p>	<p>Nombre de femmes dans les comités de gestion des OPA est augmenté</p>	<p>Rapports du CPF; Rapports des points focaux genre; Rapports PRODAKOR volet genre</p>	<p>La société est ouverte au changement en faveur d'une plus grande égalité des femmes et des hommes; Les résistances au niveau des communautés locales, autorités traditionnelles et coutumières ne sont pas insurmontables</p>
<p>Sous-Résultat 4.1 Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère privée est créé</p>	<p>Nombre de formations et d'ateliers thèmes techniques organisés; Nombre de réunions et de participantes au niveau des lieux de rencontre pilotes; Thématiques abordées en lien avec l'agriculture et suivi des recommandations des réunions « pilotes »</p>	<p>Rapports du CPF; PV des réunions lieux de rencontres pilotes; Rapports ATN genre</p>	
<p>Sous-Résultat 4.2 Un environnement favorable à l'empowerment des femmes dans la sphère publique est créé</p>	<p>Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural intègre le genre dans sa stratégie provinciale; Le Ministère du Genre, de la Famille et de</p>	<p>Plan d'action Genre et agriculture; Rapport consultant</p>	<p>; La collaboration entre la Division Genre et les services agricoles provinciaux se déroulent de</p>

PRODAKOR

	l'Enfant adopte le Plan d'Action Genre dans le secteur de l'Agriculture, pour la province du KOR		manière constructive; Volonté politique d'intégration du genre dans le secteur agricole
--	--	--	--

4.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

4.6 Ressources en termes de communication

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...).